L'offensive israélienne contre Gaza, loin d'être un « coup de sang » causé par un trop grand nombre de tirs de roquettes sur le Sud d'Israël, est une action d'ampleur, préparée de longue date, avec des objectifs politiques et militaires précis. Tout a été envisagé pour que cette opération ne se solde pas par un échec tel que celui de la guerre contre le Liban à l'été 2006. Cette offensive doit être comprise comme une nouvelle étape dans l'intense combat que livre l'Etat d'Israël depuis des décennies contre les droits nationaux du peuple palestinien. C'est ce que je me propose de faire ici, en tentant de mettre en perspective l'opération en cours et d'indiquer pourquoi elle est non seulement la tragique illustration des impasses du projet sioniste, mais aussi de celles de la construction du pseudo-appareil d'Etat nommé « Autorité Palestinienne ».

## Retour aux sources : le sionisme contre le partage

Un rapide retour aux sources permet d'ordonner l'apparent chaos qui règne actuellement dans l'ancienne Palestine mandataire. L'instabilité permanente dans cette région résulte en effet, en dernière analyse, de l'indépassable contradiction entre le projet sioniste d'établir un Etat juif en Palestine et la présence sur cette terre d'un peuple autochtone refusant d'abandonner ses droits nationaux. De la grande révolte arabe de 1936, provoquée par l'accélération de la colonisation juive, à l'offensive en cours contre Gaza, en passant par la Grande Expulsion de 1947-49 et les prétendus Accords de Paix de 1993-94, c'est cette contradiction essentielle qui demeure le moteur du conflit.

Le projet des dirigeants sionistes n'a jamais été de partager la terre de Palestine. De David Ben Gourion, père fondateur de l'Etat d'Israël (« L'acceptation de la partition ne nous engage pas à renoncer à la Cisjordanie. On ne demande pas à quelqu'un de renoncer à sa vision. Nous accepterons un Etat dans les frontières fixées aujourd'hui ; mais les frontières des aspirations sionistes sont les affaires des Juifs et aucun facteur externe ne pourra les limiter ») à Ehud Olmert, actuel Premier Ministre (« Chaque colline de Samarie et chaque vallée de Judée est partie intégrante de notre patrie historique (…). Nous revendiquons avec fermeté le droit historique du peuple d'Israël à l'entièreté de la terre d'Israël »), la souveraineté israélienne sur l'ensemble de la Palestine du mandat britannique est demeurée l'objectif principal.

Pour y parvenir le mouvement sioniste a eu (et a encore) besoin du soutien des grandes puissances. Mais ce soutien a un prix : l'Etat d'Israël doit avoir, au moins en apparence, les attributs d'une démocratie. Une seconde contradiction a donc rapidement fait son apparition, qui a résulté de la nécessité de préserver simultanément le caractère juif et le caractère démocratique de l'Etat. La solution envisagée par les dirigeants du mouvement sioniste, puis de l'Etat d'Israël, a été de s'assurer que les citoyens de l'Etat soient dans leur très grande majorité, sinon dans leur totalité, des Juifs. Ils ont donc dû trouver, avant même l'indépendance d'Israël en 1948, une solution au « problème » palestinien, sachant que la Palestine n'était pas une « terre sans peuple » et que l'immigration ne pourrait suffire à assurer la suprématie démographique juive.

## Du nettoyage ethnique à l'enfermement

Entre 1947 et 1949, environ 800 000 Palestiniens, soit 80% de ceux qui résidaient à l'intérieur du territoire sur lequel Israël proclame son indépendance, sont expulsés et deviennent des réfugiés. Ce ne sont pas des victimes « collatérales » de la guerre de 1948, mais les victimes d'un plan d'expulsion minutieusement établi, le Plan Daleth, dont l'objectif était simple : le plus de terre et le moins d'Arabes possible sous juridiction israélienne. L'Etat juif est né du nettoyage ethnique, au terme duquel moins d'1/3 de la population s'est attribué 78% de la superficie de la Palestine du

Mandat.

La guerre de 1967 est la seconde étape de la prise de contrôle de la Palestine par Israël. Israël conquiert, entre autres, la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Une victoire militaire plus rapide et plus facile qu'en 1947-1949, mais avec une différence notable : la majorité des Palestiniens ne sont pas partis. Le succès militaire crée donc une difficulté politique : Israël abrite désormais en son sein les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, qui s'ajoutent aux Palestiniens de 1948. La prétention de l'Etat d'Israël à être simultanément un Etat juif et démocratique est donc sérieusement menacée.

C'est pour répondre à cette contradiction qu'un Général travailliste, Ygal Allon, présente au Premier Ministre Levi Eshkol, dès juillet 1967, une solution alternative à l'expulsion, qui compromettrait le soutien international dont jouit l'Etat d'Israël. La philosophie du « Plan Allon » est la suivante : renoncer à la souveraineté sur les zones palestiniennes les plus densément peuplées tout en conservant le contrôle exclusif sur la vallée du Jourdain, sur la rive occidentale de la Mer Morte et sur Jérusalem, dont les limites municipales doivent être considérablement étendues. Une entité palestinienne constituée de cantons isolés sera ainsi établie, avec des attributs de souveraineté limités.

Même si le Plan Allon n'est pas officiellement adopté par Israël, c'est lui qui guidera dans les grandes lignes la politique de l'Etat sioniste à partir de l'année 1967. La disposition des colonies, le tracé des routes réservées aux colons, et la fragmentation de la Cisjordanie sont la mise en application concrète des vues d'Allon. Les Accords d'Oslo et la division de la Cisjordanie en Zones A, B et C, en sont directement inspirés. Même le Général Sharon, farouche partisan de l'expulsion des Palestiniens, finira par adopter, en le modifiant, le Plan Allon. C'est le sens du « retrait unilatéral » de Gaza en 2005 qui, loin d'être un « geste de paix », est le choix pragmatique d'abandonner et d'encercler une zone palestinienne trop densément peuplée. La décision de construire le Mur, si elle fut interprétée à juste titre comme la renonciation à l'annexion de l'ensemble de la Cisjordanie, n'est que l'ultime étape de la mise en pratique du Plan Allon et de la cantonisation de la Palestine[1].

## Oslo et la quête d'un pouvoir autochtone soumis

Loin d'être un compromis historique, les Accords d'Oslo ne sont qu'une adaptation du projet sioniste aux réalités du terrain : l'Intifada de 1987 a exposé au grand jour la situation faite aux Palestiniens des territoires occupés, contribuant à délégitimer l'Etat d'Israël et menaçant de déstabiliser le Moyen-

Orient. Le Nouvel Ordre Mondial que Bush père souhaite alors instituer passe nécessairement par une pacification (même provisoire) de la région et donc par un accord israélo-palestinien. Les Israéliens les plus pragmatiques acceptent de « négocier », en réalité d'imposer à une direction de l'OLP[2] à bout de souffle et ruinée financièrement et politiquement des accords essentiellement économiques et sécuritaires[3] : normalisation des relations économiques entre Israël et le monde arabe, sous-traitance des tâches de maintien de l'ordre dans les villes

palestiniennes à la nouvelle Autorité Palestinienne (AP)[4].

Si l'AP, sous la direction de Yasser Arafat, tente de s'acquitter au mieux de sa tâche, la poursuite de la colonisation, de la répression, l'impasse des discussions sur Jérusalem et les réfugiés, auxquelles s'ajoutent les pratiques autoritaires, clientélistes, voire mafieuses de la direction palestinienne, vont conduire logiquement à une nouvelle révolte palestinienne en 2000. Arafat et ses proches tentent de contrôler le soulèvement, en sapant les structures auto-organisées et en encourageant la militarisation de la lutte pour ne pas perdre de terrain face au Hamas, afin de renforcer leur position face à Israël et d'obtenir un peu plus que les miettes que les Etats-Uniens et les Israéliens sont prêts à leur donner. C'est ce qui conduira Ariel Sharon à détruire les structures de l'AP et à isoler Arafat, tout en se déclarant, dès 2003, prêt à discuter avec d'autres dirigeants palestiniens hostiles à l'Intifada, comme Mahmoud Abbas.

Israël et les Etats-Unis imposent des réformes à l'AP afin de marginaliser les dirigeants palestiniens les plus liés à l'histoire de la lutte de libération, ainsi que des élections, en 2005 et en 2006, sensées faire émerger un nouveau leadership, encore plus enclin à courber l'échine. Avec le résultat que l'on connaît : une véritable Intifada électorale, la victoire du Hamas, qui est apparu comme « l'autre voie », en alliant soutien matériel à la population (hôpitaux, écoles, aides financières directes…), critique virulente du Processus d'Oslo et poursuite de la résistance contre Israël. Ces élections, expression déformée du refus populaire de la collaboration et de la capitulation, contituent une défaite majeure pour tous ceux qui espéraient imposer aux Palestiniens un pouvoir autoritaire soumis aux intérêts israéliens[5].

## Du boycott au putsch

Dès les premières semaines qui suivent le vote, un boycott économique, politique et diplomatique se met en place, qui va considérablement renforcer l'isolement international des Palestiniens et aggraver leurs conditions de vie. Ce boycott est organisé conjointement par l'Union européenne, les Etats-Unis, Israël et la plupart des régimes arabes, et sera doublé à l'été 2006 d'une offensive israélienne contre la Bande de Gaza, place-forte du Hamas. Il s'agit d'isoler ce dernier et de le désigner comme responsable de la dégradation de la situation, afin d'encourager la population à se soulever contre lui. Mais la manœuvre échoue puisque la popularité du Hamas, loin de diminuer, a tendance à s'accroître.

Israël et ses alliés passent donc au « Plan B » : renverser militairement le Hamas. Un plan est élaboré à Washington, par le Département d'Etat, la CIA, les services israéliens et la fraction pustchiste de l'AP, dirigée par le député Fatah Mohammad Dahlan, qui bénéficie du soutien du Président Abbas. Il s'agit, en armant et en formant plusieurs centaines d'hommes de Dahlan en Egypte et en Jordanie, en les introduisant progressivement dans la Bande de Gaza et en armant les milices de Dahlan déjà implantées sur place, de renverser militairement le Hamas et de rendre le pouvoir aux « amis » des Etats-Unis et d'Israël. En juin 2007, le Hamas, qui a pressenti la menace, décide de prendre les devants et inflige en à peine 48 heures une défaite aux putschistes qui sont contraints de fuir la Bande de Gaza[6].

Les territoires palestiniens sont alors divisés politiquement : le Hamas assure son emprise sur la Bande de Gaza, assiégée et coupée du monde. Ce contrôle du territoire va s'accompagner de mesures répressives (arrestations, interdiction de journaux…) à l'égard des autres forces politiques et d'un refus de partager le pouvoir, y compris avec les organisations déterminées à poursuivre la résistance. En Cisjordanie, Abbas nomme Salam Fayyad, ancien haut fonctionnaire du FMI et de la

Banque Mondiale, Premier Ministre : ils mènent, en échange du retour des aides internationales, une politique alliant normalisation des relations économiques et sécuritaires avec Israël, répression contre le Hamas, désarmement des combattants et purge au sein des appareils de sécurité[7].

Malgré le retour des aides internationales, Abbas et Fayyad ne sont pas en mesure d'imposer les « plans de paix » israéliens à l'ensemble de la population palestinienne, a fortiori à Gaza. Qui plus est, une date butoir approche, que nombre de commentateurs semblent avoir oubliée : le mandat présidentiel d'Abu Mazen prend fin le 9 janvier 2009, et selon les termes de la loi palestinienne, c'est le Président du Conseil Législatif Palestinien[8] qui devient Président de l'AP en l'absence de nouvelles élections. Or le Président du CLP n'est autre qu'Abdel Aziz Duwaik, membre du Hamas, qui pourrait dès lors prétendre être le seul parti représentant légitimement le peuple palestinien.

## L'offensive contre Gaza

Malgré la bonne volonté dont le Hamas a fait preuve durant la trêve (en ne tirant aucune roquette et en décourageant nombre d'actions militaires des autres organisations, y compris par des arrestations), Israël refuse que le mouvement acquière une trop grande capacité de nuisance, et a donc décidé de passer à l'offensive, avec un timing et des objectifs précis :

Le choix de la date n'est pas anodin : vacance de pouvoir aux Etats-Unis (qui laisse les mains libres à Israël pendant 3 semaines), période de congés pour nombre de journalistes occidentaux (qui ont quitté la Bande de Gaza et qui ne peuvent plus y retourner), campagne électorale en Israël (le duo Livni-Barak tente de prouver qu'il est au moins aussi « dur » que Netanyahu[9]) et terme du mandat d'Abu Mazen. La fin du mois de décembre et le début du mois de janvier étaient donc la fenêtre de tir idéale et logique pour Israël.

Mais personne ne peut penser sérieusement que l'Etat sioniste espère détruire politiquement et militairement le Hamas. Il s'agit plutôt de l'affaiblir, pour l'empêcher de contester le pouvoir à Abu Mazen au terme de son mandat et pour renégocier une « trêve » selon des termes fixés par Israël[10], qui pourraient inclure, hypothèse de plus en plus souvent évoquée, l'envoi d'une force internationale sous commandement égyptien chargée de « maintenir le calme » à Gaza, entendre « mettre le Hamas hors d'état de nuire ».

Derrière les faux prétextes (les tirs de roquettes ont fait moins de 20 morts depuis septembre 2000),

le but d'Israël est donc clair : à défaut de pouvoir se débarrasser du peuple palestinien, les dirigeants sionistes peuvent les tolérer dans des cantons isolés, à condition que ces cantons ne soient pas contrôlés par des forces hostiles à Israël. L'offensive actuelle est donc un sanglant « coup de pression » sur le Hamas et sur la population palestinienne : capitulez ou vous connaîtrez l'enfer.

L'offensive contre Gaza se situe donc dans la continuité des politiques israéliennes depuis plus de 60 ans : il s'agit de démontrer au peuple palestinien et à leurs dirigeants que s'ils sont tolérés dans des réserves entourées de murs, ils ne peuvent espérer obtenir davantage. Il s'agit de rappeler que c'est Israël qui fixe les règles du jeu, qui choisit les dirigeants, qui assassine ou menace de mort ceux qui ne sont pas assez conciliants, qui arme et désarme les forces de sécurité selon son bon vouloir, qui ouvre et ferme les portes d'entrée des cantons.

## Un retour aux contradictions fondamentales

La Bande de Gaza est très majoritairement peuplée de familles de réfugiés qui ont été expulsés de leur terre en 1947-49. Ce petit bout de terre, berceau de la Première Intifada, bastion de la résistance armée, est un miroir qui renvoie l'image de la véritable nature et les contradictions inhérentes au projet d'établissement d'un Etat juif en Palestine : l'expulsion, la répression et l'enfermement, consubstantielles à l'établissement et à la survie de l'Etat d'Israël ne peuvent faire disparaître un peuple et ses aspirations. Des opérations comme celle menée actuellement contre la Bande de Gaza sont l'expression de la nécessaire fuite en avant d'Israël face à ses contradictions : Israël est né de la négation des droits du peuple palestinien et ne peut dès lors survivre qu'en continuant de les nier, chaque jour davantage, jalonnant son avenir d'autant de bombes à retardement qui, tôt ou tard, exploseront[11].

Depuis sa victoire électorale, une fraction significative de la direction du Hamas semblait prête à faire preuve de sa « bonne volonté » et de sa capacité à réussir là où l'AP avait échoué : contrôler les zones palestiniennes et faire respecter une trêve malgré la poursuite du siège et de la colonisation. Ceux qui se prenaient à rêver de diriger les futurs bantoustans palestiniens en sont pour leurs frais : Israël ne partagera pas le pouvoir avec un mouvement ou des individus qui ont la moindre velléité de poursuivre la lutte contre l'oppression coloniale. Les premières déclarations d'Abu Mazen sont à ce titre exemplaires : il a pointé les responsabilités du Hamas dans l'offensive israélienne à Gaza, à l'image du clan Hariri lors de la guerre au Liban en 2006, qui avait accusé le Hezbollah d'être

responsable de la guerre israélienne. L'AP et le Fatah ont tenté d'encadrer et de canaliser les manifestations de solidarité avec Gaza organisées en Cisjordanie, n'hésitant pas à empêcher les manifestants de marcher en direction des positions de l'armée israélienne et multipliant les arrestations. Quitte à se délégitimer encore un peu plus[12].

L'AP est une structure qui a été conçue, lors des Accords d'Oslo, pour neutraliser la résistance et la population palestiniennes, et pour donner l'illusion d'une autonomie et d'interlocuteurs légitimes pour « négocier ». La création de l'AP est une vaine tentative du mouvement sioniste de résoudre la contradiction entre l'existence de l'Etat juif et la présence des Palestiniens. Ceux qui ont cru, comme le Hamas, pouvoir transformer l'AP « de l'intérieur », savent désormais ce qu'il en est : le problème n'était pas tant celui d'individus peu scrupuleux et enclins à la collaboration que celui d'une pseudo-autonomie qui n'est que la poursuite de l'occupation par d'autres moyens. Nombre de voix lucides en Palestine s'élèvent aujourd'hui : l'heure est la reconstruction de la résistance (création de structures militantes unitaires à la base, d'un commandement unifié de la lutte, de syndicats indépendants de l'AP, de coopératives agricoles, de comités de village…)[13] et non à la lutte stérile pour le contrôle d'un pseudo-appareil d'Etat prêt à signer un accord entérinant la cantonisation et voué à n'être qu'un sous-traitant des basses œuvres de l'armée israélienne, ou à être liquidé s'il ose revendiquer des droits pour les Palestiniens.

Julien Salingue*, 6 janvier 2009

*Julien Salingue est enseignant et doctorant en Science Politique à l'Université Paris 8. Ses recherches portent notamment sur les élites palestiniennes. Articles consultables sur http://juliensalingue.over-blog.com/

Notes :

1 Plus de détails sur le processus de cantonisation de la Palestine dans « La fin du mythe de l'Etat palestinien indépendant » sur http://juliensalingue.over-blog.com/article-19921618.html

2 L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), fondée en 1964 par les régimes arabes et notamment l'Egypte de Nasser, est contrôlée par le Fatah depuis 1969. Elle regroupe principalement des représentants de l'ensemble des factions palestiniennes, à l'exception des mouvements islamiques (Hamas et Jihad). Longtemps considérée comme direction légitime du mouvement national palestinien, elle a perdu la majorité de ses attributions avec la création de l'Autorité Palestinienne en 1993-94.

3 Cf. « Retour sur… Les Accords d'Oslo » sur http://juliensalingue.over-blog.com/article-18896867.html

4 L'Autorité Palestinienne est entendue ici comme le proto-appareil d'Etat mis en place par les Accords d'Oslo, en charge de l'administration des « zones autonomes palestiniennes ».

5 Voir « Après les élections palestiniennes et israéliennes » sur http://juliensalingue.over-blog.com/pages/2006_avril_Apres_les_elections_palestiniennes_et_israeliennes_JS-430843.html

6 Sur la tentative de putsch, cf. « Comment les Etats-Unis ont organisé une tentative de putsch contre le

Hamas » sur http://juliensalingue.over-blog.com/article-19456849.html

7 On pourra se reporter ici à « L'échec programmé du plan silence contre nourriture : où va le gouvernement de Salam Fayyad ? » sur http://juliensalingue.over-blog.com/article-20129960.html

8 Le Conseil Législatif Palestinien (CLP) a été créé par les Accords d'Oslo. Il est la représentation parlementaire des territoires occupés (Gaza et Cisjordanie), avec des pouvoirs très limités en raison du nombre élevé d'attributions présidentielles. Il a été élu une première fois en 1996 (88 députés, dont 64 membres du Fatah ou affiliés) et une seconde fois en 2006 (132 députés, dont 74 membres du Hamas et 45 membres du Fatah).

9 Voir notamment Jonathan Cook, « Israeli electioneering with bombs », *Electronic Intifada*, 30 décembre 2008, sur http://electronicintifada.net/v2/article10074.shtml et Neve Gordon, « What, Exactly, is Israel's Mission ? », *Couterpunch*, 29 décembre 2008, sur http://www.counterpunch.org/gordon12292008.html

10 Voir notamment Barak Ravid, « Shin Bet Chief : Hamas has eased its demands for truce with Israel », *Haaretz*, 4 janvier 2009, sur http://www.haaretz.com/hasen/spages/1052549.html

11 Voir Oren Ben-Dor, « The Self-Defense of Suicide », *Counterpunch*, 1er janvier 2009, sur http://www.counterpunch.org/dor01012009.html

12 Voir Tobias Buck, « Abbas risks becoming biggest political casualty », *Financial Times*, 30 décembre 2008, sur http://www.ft.com/cms/s/0/ca86af50-d69e-11dd-9bf7-000077b07658.html

13 Voir à ce sujet la dernière partie de mon article « La situation en Palestine : exposé réalisé lors de l'Université d'été de la LCR/NPA », sur http://juliensalingue.over-blog.com/article-22704608.html